

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
65 Boulevard François Mitterrand
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 18/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUBERT & DUVAL ALLIAGES

Aciérie des Ancizes
BP 1
63770 LES ANCIZES COMPS

Références : 20221118-RAP-63-1283-InspSSPEauAubert&DuvalAncizes
Code AIOT : 0005600289

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement AUBERT & DUVAL ALLIAGES implanté Aciérie des Ancizes BP 1 63770 LES ANCIZES COMPS. L'inspection a été annoncée le 13/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT & DUVAL ALLIAGES
- Aciérie des Ancizes BP 1 63770 LES ANCIZES COMPS
- Code AIOT : 0005600289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Depuis plus de cent ans l'usine AUBERT & DUVAL des Ancizes élabore et transforme des aciers alliés, des alliages et des super alliages à hautes caractéristiques, destinés en particulier aux industries de pointes mettant en oeuvre des technologies avancées. Les principales activités potentiellement polluantes du site sont :

- le stockage de matières premières et déchets,
- l'élaboration d'aciers et de super-alliages,
- le traitement à chaud par forgeage, par laminage, par trempe (avec utilisation d'huiles),
- les opérations de décapage, usinage, finition et maintenance.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- pollution des sols et des eaux souterraines,
- traitement des eaux superficielles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	ERS/IEM	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Projet modification traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Plan de gestion des zones sources de pollution des sols/eaux (PZ1)	Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Plan de gestion de la zone impactée par le rejet SR2	Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Maîtriser les surverses au milieu - zone SR2	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 2.1.1	/	Sans objet
4	Caractérisation de l'étendue du panache de pollution aux COHV et Ni (PZ1)	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 2.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a progressé dans la connaissance des pollutions du site:

- sur la zone Sud, avec un impact avéré en nickel et COVH, mais qui décroît en allant vers l'extérieur du site;
- sur la zone d'impact du rejet non maîtrisé SR2. Ce rejet est maintenant limité par la création d'un bassin de relevage.

Une surveillance de ces zones est à maintenir ainsi que la proposition d'un plan de gestion des pollutions identifiées.

Un impact visible dans les eaux souterraines en PZH, au coeur du site, n'est pas expliqué. L'exploitant doit s'assurer que cette source de pollution n'est plus alimentée par l'activité actuelle.

L'étude de risque sanitaire et l'interprétation de l'état des milieux du site n'ont toujours pas été remises.

Une étude portant sur l'ensemble des eaux utilisées sur le site (consommations, traitement à la source et au final des effluents du site (eaux industrielles et pluviales)) est en cours d'élaboration. Certains points devront faire l'objet d'échanges complémentaires avec l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ERS/IEM

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Etude quantitative des risques sanitaires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2022
Prescription contrôlée : <p>[...] l'évaluation quantitative des risques sanitaires sera revue à minima tous les 10 ans et la prochaine révision de cette étude est transmise avant le 31 décembre 2021 à l'inspection des installations classées. Elle comportera en particulier une interprétation de l'état des milieux intégrant une comparaison aux précédentes études, un ratio du CrIII/CrVI dans les rejets et les résultats de l'étude des sols.</p>
Constats : L'IEM et l'ERS n'ont pas été transmises. Ce retard est dû à un problème identifié entre le modèle de dispersion et la surveillance environnementale réalisée depuis plusieurs années. En effet, la surveillance dans l'air ambiant était réalisée entre 2007 et 2010 à la cité des Taux et au collège. La surveillance a ensuite été maintenue uniquement sur le collège, puisqu'il était identifié comme le point le plus impacté. Hors, selon les modélisations, le point le plus impacté ne serait pas le collège mais la cité des Taux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Projet modification traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/01/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une étude hydraulique des eaux industrielles de son site. Cette étude quantifie les quantités d'eaux utilisées dans les différents ateliers, caractérise les rejets de ces ateliers et identifie des actions pérennes permettant de diminuer les consommations d'eau du site, de traiter les pollutions au plus près des sources d'émission et de rechercher une diminution maximale en particulier sur les paramètres Chrome, Nickel, Cuivre, Zinc, DBO5, DCO, Nitrites et Phosphore. Cette étude sera transmise à l'inspection au plus tard le 31 décembre 2021.
Constats : L'étude hydraulique de cadrage a été présentée. Elle présente plusieurs hypothèses de traitement (traitement des eaux pluviales, à fréquence plus ou moins élevée). Les modifications envisagées prévoient : <ul style="list-style-type: none"> - de garder la grande lagune dans sa configuration actuelle (avec une variante possible faisant remonter le niveau d'eau général dans la lagune), - de garder la petite lagune vide pour faire office de bassin d'orage (de façon passive) et bassin incendie. Différentes variantes proposent une modification de la profondeur ou de la surface de la petite lagune. L'étude prévoit également de réduire la consommation d'eau potable du site suite à la mise en place d'une station de traitement performante sur ce dernier. Des tests sont également réalisés sur place (mis en place d'un pilote de STEP) de mars à décembre 2022. Le pilote comprend quatre étages de traitement: biologique, insolubilisation par réactif soufré, coagulation/floculation/décantation, filtration en ligne. Le pilote identifie des problèmes d'obtention de valeurs de rejets très basses, très proches des limites de quantification et non tenues pour les paramètres Cu, Ni, Zn. Il montre ainsi que même avec un traitement très poussé, qui abat 2 à 3 fois la pollution par rapport à la situation actuelle, les limites technologiques sont atteintes.
Observations : L'exploitant doit transmettre cette étude à l'inspection. Elle devra consister en une étude technico-économique permettant d'identifier les différents scénarios ainsi que leurs bénéfices respectifs, leurs limites et leurs coûts. L'étude devra également intégrer des mesures de réduction des pollutions à la source, c'est à dire au plus près de la sortie d'ateliers contributeurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Maîtriser les surverses au milieu - zone SR2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; -prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
Constats : Un bassin appelé SR2 est opérationnel depuis le 28 juillet 22. Il permet de maîtriser les surverses au point SR2. Son fonctionnement est supervisé au service maintenance ainsi qu'avec une alarme au poste de garde.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Caractérisation de l'étendue du panache de pollution aux COHV et Ni (PZ1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, sites et sols pollués
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; -prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
Constats : inspection 17/09/2021 -constat 4: "L'exploitant devra compléter son analyse afin de mieux déterminer l'extension spatiale des pollutions identifiées au sud du site. Ce complément devra permettre : - de délimiter le panache et les sens d'écoulement en dehors des limites du site ICPE, au sud et à l'ouest de PZ1, - de déterminer la position d'un point amont pouvant servir de référence pour caractériser les eaux et sols, sans influence du site industriel." Un rapport du 02/11/2022 transmis après l'inspection mais dont les résultats ont été commentés lors de cette dernière fait le bilan des surveillances réalisées sur un an dans les eaux souterraines du site et des alentours. Les conclusions soulignent: - la confirmation de la présence d'un dôme piézométrique dans la zone PZ4 (Sud-Ouest du site), - un impact en nickel dans une zone entre PZ1u et PZ4 sans que la source ne soit identifiée, - un impact notable en PZH, au cœur du site industriel, - un impact en solvants chlorés au droit de PZ1u dont les concentrations diminuent rapidement vers l'aval au Sud sur une longueur de 100 à 150m. L'exploitant propose de considérer le point PZ4 comme point amont du site. Il est peu impacté par l'activité du site (en activité) et peut servir de référence pour caractériser les eaux souterraines. Ce point n'est pas tout à fait à la ligne de crête piézométrique (PZ1u l'est plus mais est également plus impacté en nickel et COHV). PZJ est le point aval du site.
Observations : La surveillance doit être maintenue de manière semestrielle sur les piézomètres PZ4, PZ1u, PZ5, PZ7, PZ8, PZ9, PZ6, PZB, PZC, PZE, PZF, PZG, PZH, PZ2u, PZ3u et PZJ sur les paramètres COHV, nickel et hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des zones sources de pollution des sols/eaux (PZ1)

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, sites et sols pollués
Prescription contrôlée : La priorité consiste d'abord à déterminer les modalités de suppression des pollutions concentrées, plutôt que d'engager des études pour justifier leur maintien en l'état, en s'appuyant sur la qualité déjà dégradée des milieux ou sur l'absence d'usage de la nappe.
Constats : Constat 5 insp du 17/09/2021: "L'exploitant devra définir un planning d'engagement de réalisation du plan de gestion afin de traiter les sources de pollution identifiées : - source en COHV en priorité, - anciennes fosses 1 et 2 dans un second temps." Le plan de gestion n'a pas été réalisé.
Observations : L'exploitant doit proposer un plan de gestion de la pollution et un plan de conception de travaux. Ces plans permettront de déterminer les méthodes à mettre en œuvre pour traiter les trois zones sources identifiées, les coûts associés et les niveaux de pollution résiduelle visés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Plan de gestion de la zone impactée par le rejet SR2

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2017, article méthodologie SSP - 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, sites et sols pollués
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion est un document d'orientation qui vise à étudier différents scénarios de gestion d'une pollution. Ce document fait la synthèse des études visant à identifier et caractériser la pollution d'un site et de son environnement (études historiques et documentaires, diagnostics, IEM,...) et vise à définir la stratégie de gestion à appliquer en vue de la réalisation des travaux dans une phase ultérieure.</p>
<p>Constats : Constat 6 inspection du 17/09/2021:</p> <p>"L'exploitant devra définir des analyses complémentaires sur la zone impactée par SR2 afin de délimiter la pollution identifiée (métaux, PCB et hydrocarbures). Ces analyses devront permettre de caractériser la profondeur de la pollution et son étendue à l'est et à l'ouest de la zone déjà investiguée. L'exploitant pourra également mettre en place à minima 2 piézomètres permettant de déterminer l'impact de ce rejet dans les eaux souterraines en fonction des usages identifiés et de la profondeur de pollution des sols."</p> <p>Un rapport en date du 15 septembre 2022 fait un bilan des nouvelles investigations réalisées en mai 2022 sur la zone. Onze prélèvements ont été réalisés dans les sols, 3 dans les sédiments et 4 dans les eaux de surface.</p> <p>L'impact en métaux, hydrocarbures et PCB est confirmé dans les sols sur une surface d'environ 150 m², en surface pour la majeure partie (entre 0,5 et 1 m de profondeur). L'impact dans les sédiments est également visible jusqu'au pont de la Maule.</p> <p>L'impact sur les eaux de surface reste modéré en métaux. Ce milieu fait l'objet d'une surveillance environnementale (aval du rejet de l'usine). Cette surveillance a fait apparaître en 2022 un impact dans les gammars (sortent de crevettes d'eau douce réceptives aux dioxines).</p> <p>Des investigations dans la zone Ouest ne sont pas nécessaires de part la typologie du terrain (talus en hauteur par rapport au rejet SR2).</p> <p>Le rejet direct au milieu (SR2) a été supprimé depuis l'été 2022.</p> <p>L'exploitant prévoit six sondages supplémentaires sur la zone Est de la zone d'impact afin de s'assurer des limites de la zone polluée.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit définir un plan de gestion afin de maîtriser et/ou traiter la pollution et de protéger les usages. Dans l'attente, l'exploitant devra s'assurer de l'absence d'usage du terrain (cueillette sauvage par exemple).</p> <p>Concernant l'impact dans les eaux en dioxines, identifié par la surveillance amont-aval, des investigations complémentaires devront être réalisées afin d'en identifier la source (depuis rejet R8).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

